



On s'adresse à l'imprimerie  
du Gouvernement.

PRIN : 12 fr. PAR AN.

payable par trimestre et  
d'avance.

# MESSAGER

## DE TAHITI.

Abonnés : 1 franc la ligne,  
à l'exception de la ligne de titre.

AU COMPTANT.

S'adresser à l'imprimerie du  
Gouvernement.

### PARTIE OFFICIELLE.

#### ORDRES.

Le Commandant particulier, Commissaire impérial P. I.,  
prés les lies de la Société.

Vu l'article 11 de l'arrêté du 22 avril 1855, sur la justice  
de paix, et les nombreuses affaires du ressort de cette jus-  
tice qui se présentent dans les districts de Papouriti, Tai-  
rarou, Teoupo, Taurira, etc., et qui ne peuvent se traiter que  
sur les lieux.

ORDONNE :

M. Foutray, aide-commissaire, remplissant les fonctions  
de juge de paix, à Tahiti, partira, le 21 du courant, accom-  
pagné de M. Darling, interprète du Gouvernement, pour  
faire, dans tous les districts de l'île de Tahiti, la tournée  
réglementaire.

Papeete, le 18 juin 1855.

ROY.

Le commandant particulier, Commissaire impérial P. I.,  
prés les lies de la société.

Vu la demande de M. le trésorier colonial, receveur de  
l'enregistrement et du domaine, basée sur l'extension de  
plus en plus grande de son double service ;

Sur l'avis favorable de M. le chef du service adminis-  
tratif ;

ORDONNE :

Jusqu'à nouvel ordre, et sauf la question d'urgence qui  
est laissée à l'appréciation de M. le chef du service adminis-  
tratif, la caisse sera fermée au public, chaque mois, à par-  
tir du 26 inclus.

Papeete, le 23 juin 1855.

Signé : ROY.

Le public est prévenu que la note insérée dans le numéro  
22 du *Messager*, en date du 3 juin 1855, relativement aux  
dettes contractées par les sous-officiers et militaires de toutes  
armes, est applicable aux soldats de la compagnie indi-  
gène, et que les créanciers seront sans recours légal sur  
la solde de ces hommes toutes les fois que les dettes n'au-  
ront pas été autorisées par l'officier commandant.

#### AVIS OFFICIEL.

Mardi, 26 du courant, à 11 heures du matin, il sera pro-  
cédé, dans les écuries du génie, à la vente au plus offrant  
et dernier enchérisseur, d'un cheval bai clair, âgé de 12  
ans, de la taille de 1<sup>m</sup>30c, nommé Janius, déclaré impropre  
au service du génie.

L'adjudicataire devra prendre livraison dans les deux  
jours qui suivront la vente et après en avoir versé le prix  
au trésor.

Les personnes qui désireraient prendre part à l'adju-  
dication sont invitées à se présenter, avant mardi prochain,  
aux écuries du génie pour y examiner le cheval dont il s'a-  
git.

#### NOUVELLES DIVERSES.

Ordre du jour de l'empereur Alexandre à l'armée  
russe.

I.

« Braves soldats, fidèles défenseurs de la Foi, du trône  
et de la patrie !

« Il a plu au Tout-Puissant de nous infliger la plus dou-  
loureuse, la plus pénible des épreuves. Nous avons perdu  
notre bienfaiteur et le père commun.

« Au milieu de ses inépuisables travaux pour la prospé-  
rité de la Russie et la gloire des armes russes, mon bien-

aimé père, l'empereur Nicolas, s'est appelé à la vie éter-  
nelle.

« Voici ses dernières paroles : « Je remercie la valean-  
te et fidèle garde, qui sauva la Russie en 1825, de  
même que mes braves et fidèles armées de terre et de  
mer : je prie Dieu de conserver toujours dans leurs rangs  
les vertus et l'esprit militaires qui les ont constamment  
distingués sous mon règne. Tant que cet esprit les ani-  
mera, la sécurité de l'empire sera garantie, sur les fron-  
tières comme à l'intérieur, et moi-même à ses côtés ! Je  
les ai aimés comme mes propres sujets. Je me suis ef-  
forcé d'améliorer leur condition autant qu'il m'a été pos-  
sible ; si je n'ai pas complètement réussi en tous points,  
ce n'est pas que je n'aie eu à cœur, mais parce que  
rien de mieux ne s'est offert à ma pensée, ou que je n'ai  
pu le faire dans l'intérêt de la patrie. »

« Que ces paroles mémorables restent gravées dans vos  
cœurs comme un témoignage de l'amour sincère qu'il vous  
portait et que je partage pleinement, et comme un gage de  
devotion à ma personne et à la Russie.

Signé : ALEXANDRE.

II.

« Braves soldats, valeureux compagnons d'armes de vo-  
tre auguste chef de glorieuse mémoire !

« Vous avez gravi dans vos cœurs les dernières expres-  
sions de sa tendre et paternelle affection pour vous.

« En témoignage de cet amour, troupes de la parole, les  
corps des cadets et régiment de grenadiers du généralissime  
prince Souwaroff. Je vous fais des uniformes que vo-  
tre bienfaiteur portait habituellement ; conservez ce gage,  
et qu'il reste parmi vous comme une religion sacrée, comme  
un souvenir impérissable pour les futures générations.

« J'ordonne en outre ce qui suit :

« Dans les compagnies ou escadrons qui portaient le  
nom de Sa Majesté impériale, tout l'effectif, officiers comme  
soldats, portera sur les épaulettes le chiffre de l'empereur  
Nicolas I<sup>er</sup>, ainsi l'insigne qu'il se trouve dans leurs  
rangs qu'il y en a de ceux qui y comptaient au 18 février 1855.  
« Le même chiffre sera conservé par tous ceux qui le pos-  
sèdent, officiers généraux attachés à la personne de l'em-  
pereur, aides de camp généraux et aides de camp de Sa  
Majesté impériale.

« Que la mémoire sacrée de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup> soit  
toujours vivante parmi tous, qu'elle demeure à jamais l'ef-  
froi de nos ennemis et la gloire de la patrie.

Signé : ALEXANDRE.

L'armée de Paris prendra désormais le titre d'armée de  
l'Est. Les huit divisions qui la composent ne doivent pas  
être réunies immédiatement et en totalité à Paris. Les 1<sup>re</sup>,  
2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> d'infanterie seront à Paris ou aux environs ;  
la 4<sup>e</sup> d'infanterie aura son quartier général à Metz et à  
Strasbourg.

La 1<sup>re</sup> division de cavalerie sera cantonnée dans les dé-  
partements de la Meuse et de la Moselle ; la 2<sup>e</sup> à Lunéville,  
et la 3<sup>e</sup> dans les départements du Haut et du Bas-Rhin, à  
l'exception de la brigade de cuirassiers, en ce moment à  
Versailles.

Cette armée, une fois son organisation achevée, com-  
ptera 50,000 hommes, 7 à 8,000 chevaux et seize batteries.  
Toutes ces troupes sur le pied de guerre, sont entièrement  
prêtes à entrer en campagne.

— On assure que deux bâtiments de guerre vont être  
lancés prochainement à Cherbourg. La canonnière *Etni-  
celle* serait mise à l'eau le dimanche 18 mars, à la marée du

main. Le lancement du vaisseau à hélice *l'Aigle*, de 90 canons et de 650 chevaux, aurait lieu le lendemain. On a donc pu immédiatement après la mise à l'eau de ce vaisseau les entrepreneurs du creusement de l'arrière bassin-façonner par l'une de leurs mines monstres pour en donner le spectacle au public. Les travaux de construction de la canonnière *l'Éclair* et de la batterie flottante la *Dévastation* touchent à leur fin. Ces deux bâtiments ne tarderont pas à être lancés. Le vaisseau mixte *l'Aurélien* sera bientôt prêt à reprendre la mer. L'avis à vapeur la *Biche*, de 120 chevaux, s'apprête à expérimenter une machine à haute pression qui promet de donner d'importants résultats. Des essais ont été faits dans le bassin et ont parfaitement réussi; il y a lieu d'espérer qu'il en sera de même à la mer.

— Le mouvement de la division Herbillon vers les ports d'embarquement s'est opéré avec la plus grande célérité et malgré le temps le plus défavorable. La première brigade de cette division, composée du 47<sup>e</sup> et du 62<sup>e</sup>, a descendu le Rhône par un vent très violent et très froid: le 17<sup>e</sup>, arrivé le 9 à Marseille, a continué le lendemain sa route pour Toulon. Le reste de la division suit de près. Deux vaisseaux revenus du Levant, le *Trident* et le *Duperré*, augmentent la flotte de transport qui se composait déjà de plus de 20 navires de diverses grandeurs.

— Les deux steamers *Glasgow* et *City of Manchester* ont commencé leur chargement à Marseille et doivent embarquer le détachement d'artillerie de la garde. Après la division Herbillon, 4 quatre régiments de ligne et 7,200 hommes, avec 4300 chevaux de la garde sont annoncés à Toulon et à Marseille; ce total de 20,000 hommes de renfort devra être parti pour l'Orient à la fin de ce mois. D'après ces dispositions, il paraîtrait que le grand coup ne serait pas frappé avant les premiers jours d'avril. Plus que jamais on est donc fondé à croire que toutes les nouvelles d'assaut sont au moins prématurées.

## EUROPE.

Dernières nouvelles télégraphiques.

Vienne, 16 mars. — Hier a eu lieu la première conférence tenue par les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Russie. La Prusse ayant refusé de signer le traité du 2 décembre n'y a pas été admise.

Après l'échange des pouvoirs, les représentants des puissances occidentales ont posé leur interprétation des quatre garanties que les représentants de la Russie ont acceptée verbalement. Un des plénipotentiaires a été chargé en conséquence de rédiger une minute ou protocole de cette acceptation qui aura dû être signée aujourd'hui à l'ouverture de la séance. Ce document servira ensuite de point de départ aux négociations.

Conséquences de la mort de l'empereur Nicolas, relativement à la suite de la guerre d'Orient.

La première déduction qui en a été tirée, par l'instinct public, a été en faveur de la paix. Notre bourse en a éprouvé une hausse subite de près de cinq francs, qui a ruiné plus d'un agioteur. Il en a été de même à Londres, à Vienne, partout hormis toutefois à Berlin, qui, dans cette circonstance, a senti comme à la sentir Saint-Petersbourg. Cette baisse exceptionnelle des fonds prussiens a été le seul hommage rendu par le monde financier à la mémoire du monarque qui fut si long-temps regardé comme le grand puer des intérêts conservateurs et de l'ordre européen. L'autorité se personnifiait rarement avec plus de splendeur que dans le czar Nicolas. Il était la véritable image du pouvoir absolu. Au point de vue de la domination russe, on ne peut que l'admirer. Dans tous les cas, il restera une des grandes figures du siècle. En apprenant sa chute, l'Angleterre a respiré; le parti tory a cru l'heure de son règne revenue avec la paix, et la *Presse* de M. d'Israeli n'a pas craint de se prononcer en faveur d'un armistice immédiat. Ce sont là des symptômes qui révèlent un désir général de pacification. Mais les financiers avaient conçu des espérances exagérées. Ils l'ont bientôt reconnu, et les fonds publics ont ressenti le contre-coup de cette réaction.

Ce n'est point à dire qu'on se soit trompé croyant que

la mort de l'empereur Nicolas doit faciliter le rétablissement de la paix. La guerre avait été son œuvre, et elle était devenue une question d'amour-propre, non moins que de principes, entre ses adversaires et lui. Dans le long exercice du pouvoir, par les services qu'il avait rendus aux trônes ébranlés en 1848, et par les alliances qu'il avait contractées avec beaucoup de familles princières, le czar pesait sur la Russie et sur l'Allemagne de tout le poids de son âge, de l'habileté et de son titre de chef de famille. Ce poids est évidemment allégé. De protégés qu'ils étaient, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche deviennent, l'un le protecteur, l'autre l'égal du nouveau souverain de la Russie. La clé de la vieille ligue du nord est tombée, et à la sainte alliance succéderont des alliances nationales. On osera plus, s'il le faut, imposer certains sacrifices au nouveau czar qu'à l'ancien. On s'accorde, d'ailleurs, à le représenter comme un homme bienveillant, quoique manquant un peu de franchise; ou, à raconter, dans le temps, qu'il avait blâmé, devant son père lui-même, la mission d'après Mentschikoff et la rupture qui en avait été la suite. Tandis que son frère Constantin partageait les idées belliqueuses du vieux parti russe, lui suivait la politique de son oncle Alexandre, avec lequel il a plus d'une ressemblance, et il soutenait le parti allemand, qui est un peu plus civilisé que l'autre. Ces informations semblent confirmer, plutôt qu'infirmes, par les premiers actes du nouveau souverain. Il a mis un empressement marqué à confirmer les pouvoirs (et les instructions) du prince Gortschakoff, à Vienne, ce qui ne retardera pas, comme on l'avait craint, l'ouverture des conférences. Il a nommé le frère de ce diplomate et le général Osten-Sacken, commandants en chef des armées du Danube et de Crimée, en remplacement du prince Mentschikoff qui est rappelé. On ne peut voir sans plaisir sortir de la scène ce personnage violent, mais on doit rendre justice au zèle optimiste avec lequel il a fortifié et défendu Sébastopol. Il a eu ce qu'on peut appeler les qualités de ses défauts.

Le commandement en chef des gardes a été donné au général Rudiger, notable militaire du parti allemand, appelé à Saint-Petersbourg. Enfin, la jeune impératrice, qui est allemande aussi, passe pour une femme d'un esprit aussi sage qu'élevé, appelée à faire prévaloir les conseils de la modération dans le cabinet russe.

Il y a donc là un grand obstacle de moins et de bons éléments de plus, pour l'œuvre de conciliation, quand son heure aura sonné. Mais cette heure n'est pas si prochaine qu'on l'avait imaginé. La question militaire proprement dite reste, après la mort de l'empereur Nicolas, ce qu'elle était avant. Elle git toute entière dans la prise de Sébastopol. Les puissances alliées ne peuvent déposer les armes tant que la Russie possédait ce rempart inexpugnable et menaçant sur la mer Noire, et il est permis de croire que ni l'empereur des Français, ni la reine d'Angleterre ne renonceraient à sa destruction. C'est ce qu'explique le mot prononcé par l'Empereur à Boulogne, après qu'il eut réfléchi et médité quelques minutes sur la nouvelle de la mort du czar : « Rien n'est changé » écrivit-il à ses ministres, et, dans l'entrevue qu'il eut ensuite avec Sa Majesté, lord Clarendon partagea ce jugement, et transmit les mêmes instructions aux représentants de l'Angleterre en Allemagne. *Delenda est Carthago*. Mais, de son côté, l'héritier de Nicolas ne peut inaugurer son règne en blessant l'amour-propre de ses sujets et en reniant la politique de son père. La prudence et l'honneur lui dictent une marche contraire. Aussi, dans son manifeste, dont nous n'avons encore que les extraits télégraphiques, déclare-t-il que sa mission est de maintenir la Russie au plus haut degré de la puissance, et d'accomplir les desirs et les projets permanents de Pierre-le-Grand, de Catherine, de son oncle Alexandre et de son père.

Tout l'intérêt de la guerre se porte donc aujourd'hui sur Sébastopol; c'est là qu'est la clé de la question d'Orient, c'est là que vont aboutir les efforts les plus puissants des parties belligérantes.

### CONFEDERATION GERMANIQUE.

Nous empruntons les considérations suivantes à une brochure qui annonce une connaissance approfondie des inté-

pour aller dans la question d'Orient :

Dans une opinion que l'on a essayé d'accréditer, la Confédération germanique ne peut faire qu'une guerre défensive dans la plus stricte acception du mot; elle ne peut s'armer que dans le cas seulement où son territoire serait menacé d'être attaqué par une puissance étrangère. Cette opinion, cependant, ne s'appuie sur aucun des articles de l'acte constitutif de la Confédération. L'art. 2, au contraire, détermine très positivement le but de cette Confédération, qui consiste à maintenir la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, ainsi que l'indépendance et l'inviolabilité des divers États dont elle se compose. Qui oserait soutenir que l'obligation de maintenir la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne ne contient pas nécessairement l'autorisation de faire une guerre offensive si les circonstances l'exigent?

Comment les fondateurs de cette Confédération auraient-ils pu avoir l'intention de la réduire à un état passif dans les circonstances les plus graves, en lui interdisant toute guerre offensive, puisque, le 8 juillet 1815, jour où ils ont signé l'acte constitutif, ils étaient tous sur le point d'entreprendre une guerre offensive contre la France, qui venait de reprendre Napoléon leur pour empereur?

Les partisans de l'opinion qui limite le pouvoir de la Confédération à une guerre défensive s'appuient sur l'art. 35 de l'acte final de Vienne. Cet article dit, en effet :

La Confédération, considérée comme puissance collective, a le droit de faire la guerre et la paix, de conclure des alliances et des traités; mais d'après le but de la Confédération, déterminé par l'art. 2 de l'acte constitutif, elle ne peut user de ces droits que pour sa propre défense, pour le maintien de la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, et de l'indépendance et de l'inviolabilité des États dont elle se compose. La conséquence qu'on veut tirer de cet article de l'acte final de Vienne se réfute elle-même, puisqu'il serait tout à fait contraire aux plus précieux intérêts de l'Allemagne d'interdire à sa Confédération la guerre offensive dans toutes les éventualités possibles. Peut-on supposer que les hommes d'État qui ont conseillé et signé l'acte final de Vienne aient eu l'intention d'annuler d'avance l'influence de la Confédération dont l'Autriche et la Prusse faisaient partie? L'Autriche et la Prusse ne pouvaient pas avoir cette intention, car, en leur qualité de grandes puissances, elles pouvaient d'un moment à l'autre se trouver entraînées dans une guerre pour laquelle le concours de la Confédération leur devenait indispensable.

Cette Confédération est-elle une puissance européenne ou n'est-elle rien? L'acte final de Vienne la qualifie de puissance collective politiquement unie, et lui accorde, par les articles 35 et 50, tous les droits d'une puissance de cette nature.

D'ailleurs l'alliance défensive du 12 juin 1815 pose pour principe que la Confédération germanique, dans son ensemble, doit être considérée comme une puissance libre et indépendante, et que toutes les conséquences qui découlent de ce principe sont aussi justes qu'incontestables; et comme marque d'adhésion authentique à ce principe, les grandes puissances, telles que la France, l'Angleterre et la Russie, ont accredité des ambassadeurs auprès de la Confédération.

La Confédération germanique est donc, sans aucun doute, une puissance européenne, qu'il étendue de son territoire le nombre de ses populations et l'importance de ses forces défensives élevaient au rang d'une grande puissance européenne. Si jusqu'ici elle n'a point usé de son influence sur les grands événements politiques, c'est sa faute à elle, et c'est encore sa faute si elle néglige l'occasion qui lui est offerte en ce moment pour reconquérir l'influence qui lui est due.

Une puissance qui, semblable à la Confédération germanique, possède tous les moyens matériels pour qu'un grand événement politique ne puisse s'accomplir en Europe sans sa participation, qui a la conscience de ce pouvoir et le courage de s'en servir, arrivera infailliblement aux résultats salutaires que rien ne se décidera sans son consentement et sans qu'elle se croie obligée de recourir aux armes.

Une telle puissance contribuera en même temps au développement des forces matérielles et intellectuelles de la nation et à l'agrandissement de l'esprit et de l'honneur national, qui seront toujours le germe des grandes et belles ac-

tions. Pourquoi les Français, les Anglais, les Russes sont-ils animés d'un noble orgueil, tandis que les Allemands, qui ont livré et gagné tant de batailles, ne se sentent pas le droit d'être fiers? C'est que toute puissance qui, soit par timidité, soit par des principes erronés à cause de sa constitution défectueuse, s'abstient de prendre part aux grands événements européens, et ne se remue que lentement et péniblement, et dans le cas seulement où son territoire est menacé, se trouve exposée à ce danger avant de l'avoir prévu et d'avoir pu prendre les mesures nécessaires pour le repousser victorieusement.

La perte d'une juste influence sur les grands événements politiques a déjà causé la chute de plus d'un État. Quelles n'ont pas la gloire, la puissance et l'influence de Venise, lorsque la guerre européenne s'est concentrée en Italie! Elle était estimée, honorée, redoutée, cette libre république. Ce n'est pas la découverte d'une nouvelle route maritime, par le cap de Bonne Espérance, qui a renversé Venise; car, au 17<sup>e</sup> et même au commencement du 18<sup>e</sup> siècle, elle soutenait encore des glorieuses guerres contre la Turquie. Non, Venise s'est perdue parce qu'elle s'est systématiquement abstenue de se mêler aux intérêts politiques de l'Europe et même à ceux d'Italie. Si, à l'exemple des ducs de Savoie, devenus rois de Sardaigne, elle avait pris part aux guerres de la succession d'Espagne et à celles qui suivirent, elle aurait conservé son influence; sa neutralité la lui fait perdre. Cette même neutralité ne l'a pas seulement privé de son importance politique; mais, comme toute force qu'on n'exerce pas se perd, elle a pu, en 1797, être effacée sans effort de la liste des États européens par le général Bonaparte.

Chaque État européen a, vis-à-vis de tout autre État, le droit de faire la guerre quand bon lui semble, la Suisse et la Belgique seules exceptées; aussi leur a-t-on, en échange, assuré une neutralité perpétuelle par un traité européen. Loin de se trouver en ce cas, la Confédération germanique a conservé la plénitude de tous les droits dont jouissent toutes les puissances indépendantes. Qu'on ne s'en démente! D'unc plus, si l'art. 35 de l'acte final de Vienne n'autorise la Confédération à la guerre offensive que dans le cas où son territoire serait investi, car cet article dit clairement que la Confédération est chargée de veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne.

Il faudrait avoir de bien fausses idées sur la marche des événements politiques, si l'on osait soutenir que la sûreté intérieure et extérieure d'un État n'est menacée que lorsque son territoire est investi. Cette sûreté est menacée par chaque tentative d'une grande puissance pour agrandir son territoire; aucun État européen n'a le droit de dire que sa sûreté extérieure n'est point menacée par cet agrandissement, parce que, pour l'instant, cet agrandissement ne l'atteint pas immédiatement. Il est au contraire de devoir de chacun de ces États de veiller à l'intégrité des territoires d'où dépend l'équilibre européen; et si cet équilibre est sur le point d'être troublé et si peut-être même que par une guerre offensive, son propre intérêt fait à chaque État européen un devoir d'attaquer.

L'histoire prouve que toute monarchie, toute république arrivée à un trop haut degré de puissance, se sert de cette puissance pour asservir les autres États. La république de Rome l'a fait, Charlemagne, Charles-Quint, Louis XIV, Napoléon 1<sup>er</sup> l'ont fait. La Confédération germanique croirait-elle échapper à cette oppression du plus fort, parce qu'elle est composée de plusieurs États souverains? Mais cette circonstance qui la rend gardienne de plusieurs libertés, lui défend de laisser tranquillement une puissance européenne s'agrandir; elle doit se dire qu'aussitôt que cette puissance aura atteint son but et obtenu la prépondérance en Europe, elle jouira tranquillement de ces avantages pour peser de tout son poids sur ses voisins. Non, non, la neutralité ne doit pas être le but de la Confédération germanique, elle doit courir aux armes pour assurer à l'Europe une paix durable et glorieuse.

Il est évident que depuis Pierre le Grand, la Russie aspire à la domination de la Baltique; les conquêtes de la Courlande, de la Livonie et de la Finlande en sont une preuve suffisante. Qu'on suppose qu'après l'extinction de la maison régnante du Danemark, la Russie s'empare de ce royaume

de se rendre aussi maître du Sund et du Belt, la Confédération germanique devrait-elle la laisser faire parce que, pour le moment, elle n'attaque ni Holstein ni le Lauenbourg, qu'elle renouvelle ses protestations d'amitié à cette Confédération, et qu'elle se trouve assez riche en présomptifs des souverains allemands ? Celui qui oserait dire : Oui, la Confédération allemande devrait laisser la Russie, celui-là ne porte pas un cœur allemand dans son sein : car si la Russie s'assurait la domination exclusive de la Baltique et ajoutait tous les pays scandinaves à ses possessions déjà trop vastes, la Confédération germanique ne tarderait pas à n'être plus qu'un instrument de la politique russe. Il serait donc de son devoir de recourir à une guerre offensive pour prévenir et empêcher un pareil état de choses. Le cas ne serait-il pas le même en ce moment, parce qu'il s'agit de pays dont le sultan est le souverain ? Mais la protection des peuples européens s'étend aussi bien sur les nations mahométanes peut aussi s'exercer comme celle des nations chrétiennes, menacer la liberté de peuple européens. Si la Russie réalisait ses anciens projets sur l'empire turc ; si, dans sa guerre actuelle avec cet empire et les puissances occidentales, elle emportait une victoire décisive, elle atteindrait à un degré de puissance qui détruirait l'équilibre européen et menacerait l'indépendance de tous les États de cette partie du monde.

L'Autriche se trouve directement menacée dans son existence, mais la Confédération germanique et par conséquent l'Allemagne entière le serait en même temps. Laisser la Russie s'emparer de la Turquie, ou l'empêcher par une guerre offensive, est donc une question vitale.

Il est incontestable que le but de l'acte final de Vienne était d'empêcher la Confédération de s'engager dans une guerre que les puissants intérêts de l'Allemagne n'auraient pas rendu indispensable ; mais rien dans cet acte n'autorise à croire qu'on ait voulu la réduire à la simple défense de territoire. L'art. 40 de cet acte dit : « Si, par cet acte, on avait voulu mettre la Confédération dans l'impossibilité de faire une guerre offensive dans tout autre cas que dans celui d'une invasion de son territoire, l'article cité eût été ainsi conçu : « Dans le cas où la Confédération se verrait contrainte par l'invasion de son territoire à une déclaration de guerre formelle, etc. »

On nous objectera peut-être par l'article 46 de l'acte final de Vienne dit : « Si un État de la Confédération, possédant des territoires en dehors de celui de cette Confédération, s'engage dans une guerre, en sa qualité de puissance européenne, la Confédération doit rester étrangère à cette guerre, comme n'ayant aucun rapport avec ses intérêts et ses devoirs à elle. »

Mais comment pourrait-on tirer de cet article la conséquence qu'en pareil cas la Confédération doit toujours rester inactive, puisque l'article ajoute : « Dans le cas où l'un des États de la Confédération se trouverait menacé dans ses possessions en dehors de territoire de la Confédération, cette Confédération ne serait obligée de participer aux mesures de défense et de le secourir que lorsque, dans une séance spéciale, la majorité des voix aurait décidé qu'il y a danger pour le territoire de la Confédération. »

Nous croyons avoir suffisamment prouvé que c'est à tort que l'on prétend que la Confédération germanique ne peut, dans aucune éventualité, s'engager dans une guerre offensive. Et comment n'oserions-nous pas énoncer cette vérité d'une manière affirmative, quand la Confédération elle-même l'a proclamée par son adhésion au traité d'alliance entre la Prusse et l'Autriche, du 20 avril 1854 ?

En s'ajoutant à cette alliance, la Confédération a solennellement reconnu : 1<sup>o</sup> l'intérêt de son influence dans les grands événements politiques de l'Europe ; 2<sup>o</sup> son droit de faire une guerre quand l'intérêt de la Confédération l'exige ; 3<sup>o</sup> celui de conclure un traité d'alliance offensive avec l'Autriche et la Prusse, en leur qualité de grandes puissances européennes. L'article additionnel de ce traité d'alliance ne pourrait annuler le traité lui-même. En y ajoutant la Confédération germanique, la Prusse et l'Autriche ont reconnu que cette Confédération peut et doit, comme grande puissance prendre une part active à la solution de la question d'Orient, et défendre ainsi, même au delà des limites de son territoire, les intérêts allemands et l'équilibre européen. Si, dans l'é-

tat de crise actuel, elle ne peut obtenir ce résultat par son influence diplomatique, il est de son devoir de le faire les armes à la main.

#### BATIMENTS SUR RADE.

DE GUERRE.

31 février. Corvette française *Moselle*, commandée par M. Bolland, lieutenant de vaisseau.

23 avril. Corvette française *Procyon*, commandée par M. Laurent, lieutenant de vaisseau, sur cale.

9 mai. Goëlette française *Tuamoa*, désarmée.

Goëlette française *Nouitru*, désarmée.

7. Goëlette américaine *For VVest*, capitaine Bisbay, en parlance pour Californie.

21. Trois mâts anglais *Cambrian*, capitaine Murphy.

31. Brig peruvienne *Independiente*, capitaine Sandre.

40. Goëlette américaine *Simcon Drupper*, capitaine Ashly.

11. Goëlette américaine *Emma-Parker*, capitaine Latham.

16. Trois mâts anglais *Redlime*, capitaine Bourgogne.

21. Brig anglais *Ada*, capitaine German.

21. Trois mâts américain *Alfred*, capitaine Havens.

22. Goëlette du protectorat *Aorni*, capitaine Lewis.

22. Goëlette du protectorat *Hanala*, capitaine Bennett.

Mouvements du port de Papete du samedi 16 au samedi 23 juin 1855.

ENTRÉS.

16. Trois mâts anglais *Italienne*, capitaine Bourgogne, 214 tonneaux, 13 hommes d'équipage, 3 passagers, venant d'Angleterre, en passant à l'île Juan-Fernandez, assourtimail.

18. Goëlette française *Hanala*, capitaine Bennett, 44 tonneaux, 4 hommes d'équipage, venant des Ponipouts en 4 jours ; sur lest.

21. Brig anglais *Ada*, capitaine German, 496 tonneaux, 46 hommes d'équipage, venant de Valparaiso en 50 jours ; org, farine pour Sydney.

21. Trois mâts américain *Alfred*, capitaine Havens, 453 tonneaux, 18 hommes d'équipage, 12 passagers, venant de Californie en 45 jours ; org, pommes de terre, etc., pour Sydney.

22. Goëlette du protectorat *Aorni*, capitaine Lewis, 69 tonneaux, 9 hommes d'équipage, venant d'Ana en 2 jours ; sur lest.

SORTIS.

16. Goëlette américaine *Reitass*, capitaine Sewys, pour Sydney.

18. Balcinier américain *George Howland*, capitaine VVight, pour le pêche.

19. Trois mâts américain *Auckland*, capitaine Nelson, pour Californie.

19. Trois mâts anglais *Rover*, capitaine Lavi, pour Californie.

19. Goëlette du protectorat *Marie-Louise*, capitaine Harry, pour Ana.

20. Goëlette du protectorat *Gasselle*, capitaine Hurd, pour Ana.

21. Trois mâts chilien *N. Adelina*, capitaine Wood, pour Valparaiso.

#### AVIS AU PUBLIC.

Papeete, 23 juin 1855.

Je ne me tiens pas responsable, ni moi ni mon navire, pour aucune dette contractée sans mon autorisation.

H. J. HOVENS.

#### PUBLIC NOTICE.

Papeete, June, 23rd, 1855.

I will not hold myself nor ship, responsible for any debts contracted without my order.

H. J. HOVENS.

#### AVIS AU PUBLIC.

M<sup>r</sup> LANGAMAZINO a l'honneur d'informer le public que vient d'enrichir sa bibliothèque de 350 volumes dus à la plume des auteurs les plus en vogue.

Abonnements au mois. . . . . 5 fr.

Abonnements au volume. . . . . 50 fr.

L'Imprimeur gérant : H GEORGETTE du Buisson

#### OBSERVATIONS METEOROLOGIQUES DU 16 AU 23 JUN 1855.

DATES.	HAUTEUR BAROMETRIQUE		TEMPERATURE.			Moyenne de 6 h. 10 h. mat. 4 h. 10 h. du soir.	Tension moyenne de la vapeur	Humidité relat. en centimées	Quantité de pluie tombée	Vents dominants pendant les jours
	hauteur moyenne.	oscillation diurne.	Minima.	Maxima.	Moyenne.					
S. 47	760,62	1,6	19,20	26,80	23,00	22,50	14,95	70,80	"	E.
L. 48	759,55	1,5	19,0	27,60	23,30	22,25	16,32	74,0	"	E.
L. 19	759,85	2,3	19,40	27,0	23,30	22,35	16,35	74,80	"	E.
M. 20	759,92	1,8	18,0	26,60	22,30	22,50	16,67	78,80	"	O.E.
N. 21	759,30	2,4	19,0	27,0	23,30	23,00	18,09	82,0	"	O.N.O.
J. 22	758,50	0,9	19,30	26,40	22,80	23,35	18,95	83,80	"	O.
V. 23	759,77	1,4	21,40	26,0	23,70	24,15	20,00	87,60	"	O.